

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 OCTOBRE 1919.

Proposition de loi interprétant l'article 115 du Code pénal.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'opinion publique s'émeut, à juste titre, de l'impunité dont semblent jouir la plupart des personnes qui ont effectué des fournitures à l'ennemi.

Les poursuites, sur lesquelles les tribunaux ont été appelés à statuer jusqu'à présent, sont peu nombreuses et la plupart ne concernent que des trafiquants de peu d'importance.

Aussi le peuple croit-il aisément ceux qui accusent la justice de poursuivre les petits et d'être indulgente pour les autres, alors que la plupart des Parquets ont ouvert de nombreuses instructions à charge des fournisseurs à l'ennemi sans distinction de rang et de position.

Pour quelles raisons les jugements sont-ils si peu nombreux et la justice est-elle si lente ?

Ce sont, paraît-il, les hésitations sur la procédure à suivre qu'a instaurée une loi récente et surtout les discussions juridiques soulevées au sujet de l'interprétation de l'article 115 du Code pénal qui entravent la marche et la rapidité de la justice.

L'article 115 du Code pénal est ainsi conçu : « Sera puni de la détention perpétuelle, celui qui leur (aux ennemis de l'État) aura fourni des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes et munitions. »

C'est le crime de trahison pour fournitures à l'ennemi que punit cet article.

Les défenseurs des inculpés soutiennent que le délit n'existe que si l'on établit, dans le chef de leurs auteurs, l'intention de trahir, l'idée de trahison.

Lors de la discussion du Code pénal, le rapporteur de la Chambre disait ⁽¹⁾ :

« Ainsi cet article exige comme condition de l'incrimination, que l'on ait, »
 » en procurant des armes, vivres, etc., voulu fournir des secours à l'ennemi.
 » *Si l'agent a su ou a dû savoir qu'il venait en aide à l'ennemi, il sera*
 » *coupable. Le jury sera juge des circonstances.* »

On a voulu établir une confusion entre l'intention et le mobile et l'on veut soutenir que si l'auteur de l'acte incriminé, le trafiquant, n'a eu en vue que le gain, le lucre, et non la trahison, il n'est pas coupable.

C'est cette subtilité qu'il importait de déjouer; ce qu'il faut dans le chef du coupable, ce n'est pas la volonté de commettre une trahison, dans le sens de préparer une entente avec l'ennemi, c'est la volonté de commettre l'acte de livrer à l'ennemi des produits et des marchandises avec la *conscience de sa conséquence*, qui est d'aider l'ennemi, lui porter secours.

Aider l'ennemi, n'est-ce pas trahir la patrie, accomplir l'acte de trahison?

Quand un trafiquant se trouve devant l'ennemi, qui lutte contre les nôtres, et qu'il lui fournit dans un but de lucre, du cuir pour harnacher ses chevaux, du bois pour construire ses tranchées, des poêles pour chauffer ses tranchées, ce fournisseur, quoiqu'il soit dominé entièrement par le désir de gagner de l'argent, peut-il douter un instant qu'il aide l'ennemi, qu'il trahit ses compatriotes comme s'il lui fournissait des fusils ou des cartouches, c'est-à-dire des « munitions » de tir?

Faut-il alors que l'accusation démontre, par écrits ou par des actes étrangers à la fourniture, que ce fournisseur a voulu trahir?

La question vient d'être tranchée par la Cour de cassation dans son arrêt du 27 juillet 1919 :

« Attendu que l'article 113 punit celui qui aura fourni aux ennemis de »
 » l'État des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou muni- »
 » tions; que son texte est précis et que ne sauraient prévaloir contre sa »
 » netteté les déclarations ambiguës faites par le rapporteur M. Van der »
 » Stichelen, lors des travaux préparatoires; il ne requiert chez l'agent »
 » aucun dol spécial ou plus spécial concernant la fin où il tend, ni le »
 » mobile qui le fait agir, qu'il n'exige que le dol général, et que, commet »
 » l'infraction, celui qui, *volontairement, librement et consciemment a secouru* »
 » *l'ennemi*, par l'un des modes prévus.

» Attendu que cette disposition légale ne punit sans doute pas tous actes »
 » de commerce avec les ennemis de l'État, mais qu'elle atteint ceux dont »
 » l'auteur, tout en se rendant compte de l'aide procurée à l'ennemi pour la »
 » guerre par son acte, consent néanmoins à l'accomplir quand il pourrait »
 » éviter de le faire, étant séduit par l'appât du gain qu'il a en vue de réaliser; »
 » que l'idée de trahison, caractéristique de ce genre de crime, git alors non

(1) Voir NYPELS, *Code pénal interprété*, t. II, p. 277.

- » dans le dessein ou l'intention de l'agent, qui sont de se procurer un profit,
- » ni dans le mobile qui est l'amour du gain, mais dans le consentement du
- » coupable à seconder l'ennemi dans sa lutte contre l'État... »

Cet arrêt, qui formera jurisprudence, établit donc nettement ce principe — que le bon sens d'ailleurs consacre — qu'est coupable de trahison l'auteur d'un acte de commerce avec l'ennemi, qui sait qu'en lui faisant une fourniture, il lui procure une aide pour la guerre.

Là jurisprudence sera donc fixée sur l'*élément intentionnel* du délit, mais les défenseurs des trafiquants avec l'ennemi invoquent un second moyen pour démontrer que l'article 113 qui punit le fournisseur de soldats, d'hommes, d'argent, de vivres et de munitions ne peut s'appliquer à ceux qui lui ont fourni du bois, des moellons, du papier, du cuir..., ils invoquent le même article 113 qui punit celui qui fournit, à l'ennemi, des hommes, de l'argent des vivres et des munitions, c'est-à-dire des munitions qui constituent des armes de guerre et non d'autres produits ou matières premières.

Fournir du cuir, du papier, du coke, de la laine, des chevaux, des tissus, des appareils d'outillage et d'électricité, ce n'est pas, disent-ils, fournir des vivres ou des munitions que l'article 113 énumère seulement. D'après eux, le mot « munitions » ne signifie que munitions de tir.

En comparant le texte de l'article 113 avec celui du Code pénal de 1791 et du Code pénal de 1810, on voit que le législateur de 1867 a voulu donner au mot « munitions » un sens large. Après le mot secours, il donne une certaine énumération de secours, mais le texte vise tous les secours qu'on apporte à l'ennemi, en hommes, en argent, en moyen de vivres, *en moyens de combattre ou de défense*.

Soutiendra-t-on que celui qui a fourni du cuir pour harnacher les chevaux de l'armée ennemie ou pour lui procurer des chaussures, n'a pas aidé l'ennemi contre les troupes belges et alliées et, par conséquent, n'a pas trahi son pays?

Celui qui a approvisionné les Allemands de quantités considérables de papier, ne savait-il pas que celui-ci était destiné à confectionner des sacs pour tranchées, des bretelles de fusils?

Le fournisseur de bois, de moellons, de gravier, ne savait-il pas que ces produits seraient employés aux tranchées, à des ouvrages militaires allemands, c'est-à-dire à permettre à l'ennemi de résister à notre armée?

Pour quel autre but les Allemands les auraient-ils achetés?

Sous l'occupation allemande en Belgique, la métallurgie, industrie qui consomme principalement le coke, était arrêtée, paralysée, le mouvement des chemins de fer était suspendu, les trains allemands seuls fonctionnaient, ils étaient généralement remorqués, près du front, au moyen de locomotives chauffées au coke afin d'éviter que la fumée de ces engins remorqueurs ne décelât leur présence aux Alliés. Dira-t-on que celui qui a produit de grandes quantités de coke et les a fournies aux Allemands, sachant que l'industrie

belge ne pouvait l'utiliser et que ce combustible servait aux locomotives allemandes transportant troupes, canons, vivres et engins de toutes espèces, n'a pas fourni des munitions, des secours à l'ennemi?

Pourra-t-on soutenir qu'il ignorait l'usage que l'ennemi en faisait?

Ne fournissait-il pas une aide plus efficace aux Allemands en leur donnant des tonnes de coke qu'en leur livrant des fusils?

Fournir des tissus pour l'armée allemande, lui livrer des appareils d'électricité, d'autos et d'accessoires, n'est-ce pas fournir des munitions à l'ennemi?

Un industriel, un commerçant, généralement homme d'expérience, pouvait-il ignorer que les Allemands ne faisaient usage des produits qu'il leur livrait, que pour combattre nos troupes belges et alliées?

Et si même ces produits avaient été utilisés par la population civile allemande, ne servaient-ils pas à prolonger la guerre contre les Alliés, qui avaient organisé le blocus de l'Allemagne?

Dans les archives de l'armée allemande, qui viennent d'être découvertes par la justice, on peut lire une liste de 81 firmes de tanneries et de fabricants de cuir sous le titre suivant : « Verzeichnis von Lederfabriken die für die Kriegsleder Aktien Gesellschaft Geschäftsstelle Brüssel arbeiten », ce qui veut dire en français : « Liste des fabriques de cuir qui travaillent pour la Société anonyme des cuirs de guerre, filiale de Bruxelles ».

Ces archives contiennent également toute une correspondance d'une fonderie belge qui a livré des milliers de poêles de tranchées (un document en renseigne 7,000).

Ces fournisseurs ne pourraient-ils être punis pour crime de trahison, parce que le mot « munitions » de l'article 115 ne s'appliquerait pas aux cuirs et aux poêles de tranchées?

Est-ce admissible? Il n'est pas possible que le législateur du Code pénal qui punit le crime de trahison, ait voulu omettre de punir celui qui a fourni dans de telles conditions des secours à l'ennemi.

Comme cette question est soulevée et que sa discussion entrave la marche de la justice, il importe d'interpréter définitivement le texte d'après la pensée même du législateur de 1867 en disant que le mot « munitions » de l'article 115 du Code pénal, signifie : « toute fourniture qui est de nature à aider l'ennemi ».

Dira-t-on qu'en interprétant ainsi le texte du Code pénal nous donnons à la loi un effet rétroactif?

Evidemment non. Le législateur a incontestablement voulu punir le citoyen qui trahit son pays, c'est-à-dire qui a aidé l'ennemi, lui a procuré un moyen de lutter contre nous, et, dans l'article 115, il n'a voulu donner qu'une simple énumération exemplative des moyens : soldats, hommes, argent vivres, armes et munitions, c'est-à-dire, toute aide quelconque.

Le simple bon sens fait admettre que la loi n'a pas voulu laisser impuni cet acte abominable qui consiste à fournir à l'ennemi une aide, un moyen de lutter contre sa propre patrie.

MAURICE LEMONNIER.

**Proposition de loi
interprétant l'article 115
du Code pénal.**

ARTICLE UNIQUE.

Il est décidé, à titre interprétatif, que le terme : « munitions », de l'article 115 du Code pénal, alinéa 4, comprend tout ce qui est de nature à venir en aide à l'ennemi dans son action contre la Patrie.

**Wetsvoorstel
tot verklaring van artikel 115
van het Strafwetboek.**

EENIG ARTIKEL.

Bij wijze van verklaring wordt beslist dat het woord « kriegsbehoeften », voorkomende in artikel 105, § 4, van het Strafwetboek, behelst al wat geschikt is om den vijand te hulp te komen in zijne handelingen tegen het Vaderland.

MAURICE LEMONNIER.

A. MECHELYNCK.

XAVIER NEUJEAN.

L. JOUREZ.

PAUL VAN HOEGAERDEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 OCTOBER 1919.

Wetsvoorstel tot verklaring van artikel 115 van het Strafwetboek.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Terecht wordt de volksmeening in beroering gebracht door de straffeloosheid welke meest al de personen, die leveringen aan den vijand hebben gedaan, schijnen te genieten.

De vervolgingen, waarover de rechtbanken tot nu toe uitspraak moesten doen, zijn weinig talrijk en betreffen voor het meerendeel slechts handeldrijvenden van weinig belang.

Ook hecht het volk licht geloof aan hen die het gerecht beschuldigen, de minderen te vervolgen en voor de anderen inschikkelijk te zijn, terwijl meest al de Parketten tot menig onderzoek zijn overgegaan ten laste van leveranciers aan den vijand, zonder onderscheid van rang en stand.

Om welke redenen zijn de vonnissen zoo weinig talrijk en gaat het gerecht zoo traag te werk?

Naar het schijnt, worden het optreden en de snelle handeling van het gerecht belemmerd door de aarzelingen over de toe te passen rechtspleging, welke door eene wet onlangs ingevoerd werd, en vooral door de juridische betwistingen die ontstaan betreffende de verklaring van artikel 115 van het Strafwetboek.

Artikel 115 van het Strafwetboek luidt als volgt : « Wordt met altijd- » durende hechtenis gestraft hij die hun (aan de vijanden van den Staat) » onderstaand in krijgslieden, manschappen, geld, levensmiddelen, wapen- » nen en krijgsbehoeften verschaft. »

Het is de misdaad van verraad wegens uitkeeringen aan den vijand, welke door dit artikel wordt gestraft.

De verdedigers van de beschuldigten houden staande dat er alleen dan wanbedrijf is wanneer men bewijst dat de daders het inzicht hadden verraad te plegen, zich door het denkbeeld van verraad lieten geleiden.

Bij de behandeling van het Strafwetboek drukte de verslaggever in de Kamer zich uit als volgt ⁽¹⁾ :

« Aldus wordt door dit artikel als vereischte tot vervolging gesteld, dat » men, bij het leveren van wapens, levensmiddelen, enz., wilde hulp » verstrekken aan den vijand. *Wist de dader of moest hij weten dat hij » den vijand te hulp kwam, dan is hij schuldig.* De jury zal over de » omstandigheden oordeelen. »

Men heeft een verschil willen maken tusschen de bedoeling en de drijfveer, en men wil staande houden dat, zoo de dader van het aangeklaagde feit, de handeldrijvende, slechts winst, profijt, en niet verraad op het oog had, hij niet schuldig is.

Deze spitsvondigheid diende te worden verijld; bij den schuldige moet aanwezig zijn niet de wil om een verraad te plegen, zoodat eene overeenkomst met den vijand wordt voorbereid, maar wel de wil om de handeling te verrichten, waarbij aan den vijand voortbrengselen en koopwaren worden geleverd, met het *bewustzijn van het gevolg dier handeling*, namelijk den vijand te helpen, hem hulp te bieden.

Den vijand helpen, is dat niet het Vaderland verraden, is dat niet de daad van verraad plegen?

Wanneer een handeldrijvende staat tegenover den vijand, die tegen de onzen strijdt, en hij hem, uit winstbejag, leder levert om zijne paarden op te tuigen, hout om zijne loopgraven te stutten, kachels om zijne loopgraven te verwarmen, kan deze leverancier dan, ofschoon hij volkomen wordt beheerscht door winzucht, een stond er aan twijfelen dat hij den vijand helpt, dat hij zijne medeburgers verraaft, juist alsof hij hem geweren of patronen, m. a. w. « schietbehoeften » leverde?

Moet dan de beschuldiging het bewijs leveren, door middel van aan de levering vreemd zijnde geschriften of daden, dat die leverancier wilde verraad plegen?

Het vraagstuk werd opgelost door het Verbrekingshof bij arrest van 27 Juli 1919 :

« Overwegende, dat door artikel 115 wordt gestraft hij, die aan de » vijanden van den Staat onderstand in krijgsliden, manschappen, geld, » levensmiddelen, wapenen of krigsbehoeften heeft verschaft; dat de tekst » van dit artikel duidelijk is en dat tegen deze duidelijkheid niet kunnen » opwegen de dubbelzinnige verklaringen van den verslaggever, den heer » Van der Stichelen, bij de voorbereidende werkzaamheden; dat het van

(1) Zie NYPÉLS, *Code pénal interprété*, boek II, bl. 277.

» den dader geen bijzonder of meer bijzonder opzet hoegenaamd vereischt
» betreffende het doel, dat hij nastreeft, of de drijfveer die hem handelen
» doet; dat het slechts het algemeen opzet vereischt en dat zich aan het
» misdrijf schuldig maakt hij *die vrijwillig, vrijelijk en bewust*, door een
» der voorziene middelen, *den vijand heeft geholpen*;

» Overwegende, dat deze wet-bepaling ongetwijfeld niet alle handels-
» daden met de vijanden van den Staat straft, doch dat zij die feiten
» treft, waarvan de dader, alhoewel hij inziet welke hulp voor het
» oorlogvoeren hij door zijne handeling aan den vijand verstrekt,
» niettemin er in toestemt ze te verrichten wanneer hij ze zou kunnen
» vermijden, en wel wegens de winst welke hij maken wil; dat het denk-
» beeld van verraad, hetwelk die soort van misdaad kenmerkt, dan besloten
» ligt niet in het doel of het inzicht van den dader, namelijk zich een
» voordeel te verschaffen, noch in de drijfveer die de winzucht is, maar
» wel in de toestemming van den schuldige om den vijand in zijnen strijd
» tegen den Staat te steunen... »

Dit arrest, dat de rechtspraak vestigen zal, stelt duidelijk het beginsel vast — beginsel door het gezond verstand trouwens gehuldigd — dat schuldig is aan verraad de pleger van eene daad van koophandel met den vijand, wanneer hij weet dat hij, door hem eene levering te doen, hem hulp voor het oorlogvoeren verschaft.

De rechtspraak zal dus vaststaan, wat betreft *de bedoeling* bij het wanbedrijf, doch de verdedigers van hen, die handel dreven met den vijand, beroepen zich op een tweede middel om te bewijzen dat artikel 115, waardoor wordt gestraft hij die krijgslieden, manschappen, geld, levensmiddelen en krijgsbehoeften verschaft, niet kan worden toegepast op hen die aan den vijand hout, bloksteen, papier, leder hebben verschaft...; zij beroepen zich op hetzelfde artikel 115 waardoor wordt gestraft hij die aan den vijand manschappen, geld, levensmiddelen en krijgsbehoeften verschaft, met andere woorden, munitie die oorlogstoerusting uitmaakt, en niet andere voortbrengsels of grondstoffen.

Het leveren van leder, papier, coke, wol, paarden, weefsels, toestellen van toerusting en van electriciteit is niet, beweren zij, het leveren van levensmiddelen of krijgsbehoeften, welke alleen in artikel 115 worden vermeld. Volgens hen beteekent het woord « munitie » alleen schietbehoeften.

Vergelijkt men den tekst van artikel 115 met dien van het Strafwetboek van 1791 en van het Strafwetboek van 1810, dan stelt men vast dat de wetgever van 1867 aan het woord « krijgsbehoeften » een ruimen zin heeft willen geven. Na het woord « onderstand » geeft hij eene opsomming van sommige soorten onderstand, doch de tekst bedoelt al de soorten onderstand die men aan den vijand verstrekt in manschappen, geld, levensmiddelen, *in middelen tot strijd of tot verdediging*.

Zal men staande houden, dat hij die leder leverde om de paarden van

het vijandelijke leger op te tuigen of om aan het leger schoeisel te verschaffen, den vijand niet heeft geholpen tegen de Belgische en Geallieerde troepen en bijgevolg zijn land niet heeft verraden?

Wist hij, die de Duitschers met aanzienlijke hoeveelheden papier heeft bevoorraad, niet dat dit papier bestemd was om zakken voor de loopgraven, riemen voor de geweren te vervaardigen?

Wist de leverancier van hout, bloksteen, grint, niet dat deze producten zouden gebruikt worden aan de loopgraven, aan Deutsche krijgswerken, dus om den vijand toe te laten aan ons leger te weerstaan?

Tot welk ander doel zouden de Duitschers ze aangekocht hebben?

Onder de Deutsche bezetting was in België de metaalnijverheid, een bedrijf dat inzonderheid coke verbruikt, stil gelegd, verlamd; de beweging op de spoorwegen was geschorst; alleen de Deutsche treinen rolden; bij het front werden zij over het algemeen getrokken door locomotieven die met coke waren gestookt, ten einde te verhinderen dat door den rook dezer locomotieven hunne aanwezigheid aan de Geallieerden werd bekendgemaakt. Zal men beweren dat hij, die groote hoeveelheden coke voortbracht en ze aan de Duitschers leverde, wetende dat de Belgische nijverheid ze niet gebruiken kon en dat deze brandstof diende voor de Deutsche locomotieven waardoor troepen, kanonnen, levensmiddelen en alle soorten van toestellen werden vervoerd, geen kriegsbehoeften, geen onderstand aan den vijand verstrekke?

Zal men kunnen staande houden, dat hij niet wist welk gebruik de vijand er van maakte?

Was de hulp, door hem aan de Duitschers verstrekt, niet doelmatiger wanneer hij hun groote hoeveelheden coke leverde dan wanneer hij hun geweren leverde?

Aan het Deutsche leger weefsels, electriciteitstoestellen, toestellen voor motorrijtuigen en voor bijbehoren leveren, is dat niet kriegsbehoeften aan den vijand verschaffen?

Kon het een nijveraar, een handelaar, die gewoonlijk mannen van ervaring zijn, onbekend zijn dat de Duitschers de voortbrengsels, welke zij hem leverden, slechts gebruikten om onze Belgische en Geallieerde troepen te bestrijden?

En zelfs, indien deze stoffen door de Deutsche burgerlijke bevolking werden gebruikt, dienden zij dan niet om den oorlog te verlengen tegen de Geallieerden die de blokkade van Deutschland hadden ingericht?

In het door het gerecht onlangs ontdekte archief van het Deutsche leger komt eene lijst voor van 81 leerlooierijen en lederfabrikanten, onder volgenden titel: « Verzeichnis von Lederfabriken die für die Kriegsleder Aktien Gesellschaft Geschäftsstelle Brüssel arbeiten », wat in het Vlaamsch wil zeggen: « Lijst der lederfabrieken die werken voor de naamlooze vennootschap voor oorlogsleder, filiale te Brussel ».

Dit archief bevat insgelijks de brieven van eene Belgische ijzergieterij die duizenden kachels voor de loopgraven leverde (een stuk vermeldt er 7,000).

Zouden deze leveranciers niet kunnen gestraft worden wegens misdaad van verraad, omdat het woord « munitie » van artikel 115 niet van toepassing zijn zou op het leder en de kachels voor loopgraven?

Is dat aan te nemen? Het is niet mogelijk dat de maker van het Strafwetboek, waardoor de misdaad van verraad wordt gestraft, heeft willen nalaten dengene te straffen, die, onder dergelijke omstandigheden, onderstand aan den vijand verschaft.

Vermits dit vraagstuk is opgeworpen en de behandeling er van den gang van het gerecht belemmert, behoort men den tekst voorgoed te verklaren volgens de bedoeling zelf van den wetgever van 1867 door te zeggen, dat het woord « munitie » van artikel 115 van het Strafwetboek beteekent : « elke levering die geschikt is om den vijand te hulp te komen ».

Zal men zeggen dat, wanneer wij den tekst van het Strafwetboek aldus verklaren, wij aan de wet eene terugwerkende kracht geven?

Klaarblijkelijk niet. Onbetwistbaar is het, dat de wetgever heeft willen straffen den ingezetene die zijn land verraadt, met andere woorden den vijand heeft geholpen, hem een middel heeft verschaft om tegen ons te strijden, en in artikel 115 heeft hij slechts als voorbeeld opgenomen eene eenvoudige opsomming der middelen : krijgslieden, manschappen, geld, wapenen en munitie, dat wil zeggen, alle hoe ook genaamde hulp.

Het eenvoudig gezond verstand zegt, dat de wet de afschuwelijke daad, die bestaat in het verschaffen, aan den vijand, van eene hulp, van een strijdmiddel tegen zijn eigen vaderland niet ongestraft wilde laten.

MAURICE LEMONNIER.

**Proposition de loi
interprétant l'article 115
du Code pénal.**

ARTICLE UNIQUE.

Il est décidé, à titre interprétatif, que le terme : « munitions », de l'article 115 du Code pénal, alinéa 4, comprend tout ce qui est de nature à venir en aide à l'ennemi dans son action contre la Patrie.

**Wetsvoorstel
tot verklaring van artikel 115
van het Strafwetboek.**

EENIG ARTIKEL.

Bij wijze van verklaring wordt beslist dat het woord « krijgsbehoeften », voorkomende in artikel 115, § 4, van het Strafwetboek, behelst al wat geschikt is om den vijand te hulp te komen in zijne handelingen tegen het Vaderland.

MAURICE LEMONNIER.

A. MECHELYNCK.

XAVIER NEUJEAN.

L. JOUREZ.

PAUL VAN HOEGAERDEN.
